

Bernard Carayon

« toutes les nations libérales font de l'intelligence économique une politique publique »

Au moment où son rapport intitulé Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale suscite l'interrogation, voire la colère d'une partie de la profession, Bernard Carayon livre plusieurs clefs de lecture de son travail ; une vision peu orthodoxe de l'intelligence économique (1).

Archimag. Dans quel contexte le rapport vous a-t-il été demandé ?

Bernard Carayon. Parmi les préconisations du rapport sur les services de renseignement en France, figurait le fait que les services français, à l'instar des anglo-saxons, devaient intégrer l'intelligence économique (IE) au cœur de leurs préoccupations. En France, l'image de l'IE restait négative car assimilée soit à l'espionnage, soit à des méthodes de veille connues et maîtrisées depuis longtemps. L'ensemble des débats étaient animés par des réflexions spéculatives, peu concrètes. Ce rapport est en rupture avec l'approche théorique et s'appuie sur une méthodologie "terrain". En allant voir à l'étranger, on se rend compte que l'IE est partout le fruit d'une politique publique, notamment aux Etats-Unis et en Angleterre. Dans ces pays, les moyens publics d'information et de renseignement sont mis à disposition des entreprises.

Qu'apportez-vous de plus que le rapport Martre (2) ?

La nouveauté, c'est l'audition de 360 personnes durant 4 mois et demi. Ainsi que le fait que le rapport Martre était plus axé sur les méthodes d'entreprise. Cette vision m'apparaît dépassée et en totale contradiction avec les faits. Toutes les nations libérales font de l'intelligence économique une politique publique et qui dit politique publique, dit politique nationale, d'où l'emploi du terme "patriotisme" dans le titre du rapport.

Le constat que vous faites de la situation française est assez consternant... comment expliquez-vous ce « retard » ?

Je vois trois raisons principales à ce retard. Premièrement, nous n'avons pas vu l'évolution du monde tel qu'il est. Ensuite, il n'y a pas eu de politique de convergence entre les sphères du public, du privé et ce que j'appellerais la sphère des idées (centres de recherches, universités...). Enfin, la place marginale des services de renseignements et leur absence de politique de recrutement n'a fait que creuser l'écart.

Votre vision de l'IE est très guerrière, pensez-vous que ce soit la seule approche valable ?

D'une manière générale, les relations économiques internationales ne sont pas animées par de bons sentiments. Nous sommes dans un contexte de guerre économique et ceux qui préfèrent le terme de compétition jouent sur les mots. Cela étant, il faut pacifier les relations économiques mondiales et la France, en tant que puissance moyenne, peut jouer un rôle d'accélérateur sur ce thème en condamnant fermement toutes les formes d'utilisation illicite de l'information. La guerre économique n'est pas une finalité, c'est un mal qu'il faut combattre pour revenir à la notion de compétition.

Selon certaines critiques, vous mettez plus en avant la France que l'Europe... Comment justifiez-vous ce choix ?

Je crois qu'il faut procéder par cercles concentriques. Si l'on part du droit français (Constitution, Ordonnance de 1959), la préservation des forces de souveraineté de la France constitue un principe fondamental. La démarche d'élargissement se fera ensuite au cas par cas. Il est clair que si l'on prend l'exemple de sociétés telles que EADS ou Thalès, il est inconcevable de penser uniquement français. Mais dans ces cas précis, il s'agit d'une Europe à "géométrie variable". Bien que nos relations stratégiques et économiques soient plus fortes avec l'Allemagne qu'avec l'Angleterre, dans le cas de Thalès par exemple, l'intérêt national sera de traiter avec les Anglais.

A une heure où la question des moyens est sensible, dans le public comme dans le privé, pensez-vous que votre rapport pourra avoir un impact ?

Oui, car 37 de mes 38 propositions ne coûtent rien à l'Etat. Tout est basé sur la notion de réseaux. Il s'agit de relier, diffuser des informations déjà existantes. L'IE, c'est de la mobilisation coordonnée de moyens, de la mise à disposition des entreprises des secteurs stratégiques d'information existante. Mon rapport ne concerne pas les PME qui n'évoluent pas dans les secteurs stratégiques.

Pourquoi avoir autant de mépris pour les intellectuels et les universitaires dans votre rapport (3) ?

J'aurais du mal à être méprisant après avoir moi-même enseigné pendant dix ans en faculté. Cela étant, les universitaires sont caractérisés par deux approches. D'une part, la spéculation intellectuelle théorique ; d'autre part, une analyse exclusivement consacrée aux méthodes d'entreprise. Depuis dix ans, le débat est noyé par des considérations sur les moyens et pas sur les fins. De plus, la plupart des universitaires et leurs étudiants ne font pas d'IE, ils font de l'analyse de la concurrence.

(1) Sur le contenu du rapport, voir Archimag n° 167 septembre 2003 : "Rapport Carayon : l'Arlésienne de l'IE".

(2) Rapport du commissariat général du plan intitulé "Intelligence économique et stratégie des entreprises", dit "rapport Martre".

(3) Voir les pages 7, 9 et 19 du rapport : www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/0340004_84.shtml